

Israël et la laïcité : la menace démographique

Les Européens désireux de défendre leur culture feraient bien de garder un œil pointé vers Israël. Pas parce que ce qu'y s'y fait est meilleur qu'ailleurs. En matière de laïcité, sans être la théocratie que dénoncent avec outrage les antisionistes qui soutiennent en revanche des pays arabes où la laïcité et la démocratie n'existent pas, Israël aurait plutôt un train de retard (sur la France, pas dans le monde où la laïcité n'est en fait que peu répandue). Mais parce que ce qu'il s'y passe peut préfigurer l'Europe dans les années à venir si cette dernière se laisse faire.

Contrairement à la vision la plus répandue, celle de la presse et du politiquement correct, le cœur du conflit israélo-arabe est sémantique[\[1\]](#) et démographique. Ce sont ces facteurs qui sont déterminants sur le long terme. C'est un point que deux groupes hostiles à l'État d'Israël ont bien compris : les Arabistes palestiniens[\[2\]](#) d'où qu'ils soient, et les groupes juifs ultra-orthodoxes antisionistes.

Israël, au milieu des menaces d'attentat, des questions de sécurité, des négociations qui n'aboutissent pas, de la croissance économique ou de la vie qui suit son cours, est en sous-main l'objet d'une bataille démographique entre Arabistes hostiles à l'État ou otages de l'Arabisme colonialiste, ultra-orthodoxes a-sionistes[\[3\]](#) ou antisionistes, sionistes religieux (les nationaux religieux) et laïcs. Ces quatre groupes sont en outre ceux reconnus par le système scolaire israélien, qui favorise ainsi les oppositions sociales à l'intérieur de l'État. Dans cette lutte dans le long terme pour ou contre l'État d'Israël et pour quel type d'État d'Israël, les laïcs, majoritaires tout le long du XXe siècle et jusqu'à aujourd'hui, sont menacés dans le futur par la

croissance démographique des autres groupes (les uns privilégiant l'islam et l'arabisme musulman, les autres le judaïsme orthodoxe, même si tous ne sont pas anti-démocratiques).

Dans les faits. Mercredi matin, le 13 juillet (voir [mon blog-notes](#)), de violentes protestations ont une nouvelle fois éclaté dans le quartier ultra-orthodoxe de Mea Sharim, lorsque des fonctionnaires de l'État ont pénétré dans un abattoir de volailles appartenant à Yoelish Krois, les dirigeants officieux du mouvement ultra-orthodoxe Eda Haredit, un petit groupe antisioniste. L'affaire de Krois opère depuis une dizaine d'année sans les licences nécessaires, mais les fonctionnaires, experts et vétérinaires ont toujours été accueillis à coups de violence. La police accompagnait cette fois les agents des autorités fiscales, qui sont intervenus après une longue enquête démontrant des fraudes sur d'importantes sommes. Six policiers ont été blessés sous les coups de jets de pierre, de barres de fers et de cocktail Molotov des manifestants.

La police a été accusé par les sympathisants du mouvement d'intervenir précisément ce jour afin d'éviter une conférence prévue le lendemain visant à appeler à une nouvelle protestation ce samedi sur la rue Hanevi'im, pour empêcher tout véhicule de s'y déplacer. Car ces dernières semaines cette rue a été l'objet de multiples violences suite à la fermeture de la rue Jaffa aux voitures, désormais réservée au futur tramway. La question de la circulation le samedi est récurrente en Israël. Dans certains quartiers de quelques villes dans le pays qui contiennent une forte population ultra-orthodoxe (Jérusalem, Bnei Brak, Modi'in Illit, etc), la circulation est fermée aux véhicules durant la durée du Shabbat, du vendredi soir au samedi soir. Ces décisions découlant de la pression ultra-orthodoxe, sont de notoriété publique. Ce dernier mois des incidents ont éclaté entre les automobilistes qui empruntaient la rue Hanevi'im le samedi

pour atteindre le centre ville et les groupes ultra-orthodoxes. La police a été accusée de ne pas faire suffisamment pour faire respecter le droit à la circulation. Dans d'autres quartiers périphériques, qui ne se trouvent pas sur les grandes voies, la bataille est déjà perdue. Les ultra-orthodoxes imposent leur mode de vie.

Selon la radio de l'armée, dans le cas de la rue Hanevi'im, le mouvement Eda Haredit entend s'appuyer sur l'affaire 'Bar Ilan' il y a une quinzaine d'années, où une décision de la Cour suprême israélienne (pourtant un repère de laïcs purs et durs, un repère de gauchistes également) a autorisé une municipalité à fermer des rues à la circulation si au moins 75% des habitants en manifestaient la volonté. Aussi le mouvement Eda Haredit aurait identifié 42 rues de la capitale qui rempliraient les conditions dans la ville (ce qui signifie que plus de 75% ne prennent pas leur voiture le Shabbat, mais ce qui ne signifie pas qu'ils souhaitent imposer leur volonté aux autres, même si on peut le penser) et en exige la fermeture le Shabbat. La municipalité affirme n'avoir reçu aucune demande de ce type. Pour le porte-parole de la mairie : "Faire sauter le statu quo dans la ville ne fait pas partie de notre agenda" (Source : Jerusalem Post). Ce statu quo, c'est celui qui régie les relations entre les pouvoirs publics et les religions. Fait de compromis incessants, c'est celui qui donne un monopole orthodoxe sur les mariages, les conversions, les décès, et qui empêche de trouver une majorité sur de nombreux sujets. Compte tenu du système d'élection à la proportionnelle en une liste nationale en Israël, les partis religieux orthodoxes a-sionistes et antisionistes jouent au chat et à la souris avec la droite et la gauche laïques, qui ne savent pas s'unir quand il le faut, et bloquent toute décision majeure.

Dans le même temps, Israël tente tant bien que mal de gérer la

pression démographique de la population arabiste[4]. Cette semaine le ministre de l'intérieur Eli Ishaï – un orthodoxe sépharade qui n'est pas un pur antisioniste mais dont le sionisme du mouvement demande à être défini (c'est-à-dire en gros le soutien à l'existence d'un Etat juif) –, a demandé au gouvernement de prolonger pour six mois une ordonnance interdisant le regroupement familial entre partenaires israéliens et Arabes originaires de l'autre côté de la ligne verte, sauf si l'homme est âgé de 36 ans ou plus, ou la femme de 26 ans ou plus.

Cette ordonnance, très controversée auprès des juges comme de la classe politique, limite significativement la capacité pour un Israélien de vivre avec un époux originaire des régions de Judée, de Samarie, de la bande de Gaza voire d'ailleurs. Le règlement viserait à éviter le regroupement de centaines de familles, particulièrement des Bédouins du Néguev. En 2007, un rapport du Shin Beth, les services de sécurité intérieure, avait montré que 14% des attaques terroristes en Israël étaient effectuées par des individus qui possédaient une carte d'identité israélienne dans le cadre d'un regroupement familial. Les responsables de la sécurité craignent que des organisations terroristes fassent passer leurs membres en Israël en arguant qu'ils sont les légitimes époux de citoyens israéliens. Ishaï souhaiterait faire de l'esprit de cette ordonnance une proposition de loi favorisant " le long terme et les intérêts de sécurité de l'Etat d'Israël". Quant au député Ahmed Tibi (Liste arabe Ta'al), il a déclaré que "la logique qui sous-tend la loi n'est pas la sécurité mais plutôt la démographie". Ahmed Tibi, un député arabe israélien antisioniste qui passe son temps à crier au fascisme, à la discrimination et aux manquements à la démocratie tout en jouant sur le tableau de la revendication intérieure des Arabes israéliens et de la revendication extérieure arabiste palestiniste, n'a peut-être pas tort. Israël est bel et bien menacé, à terme, par la démographie. En ne cherchant pas à combattre cette menace en revanche, Ahmed Tibi montre à quel

point il est mauvais citoyen : un citoyen qui lutte contre son propre État et qui favorise l'expansion colonialiste de mouvements non démocratiques, réunis par le nationalisme expansionniste arabe et l'islam.

Il y a quelques mois, une étude de l'université de Haïfa, évoquait le risque qu'en 2030, Israël connaisse une majorité de juifs religieux. Si cette évolution, en soi contestable et changeable, ne signifie rien à elle seule (puisqu'il y a parmi eux de nombreux démocrates respectueux des valeurs de la laïcité), les seuls capables aujourd'hui de défier la démographie arabiste palestiniste aujourd'hui en Israël, sont les orthodoxes (ultra et sionistes religieux). Et même si le risque théocratique est largement exagéré (voir à ce sujet mon article ([Israël et les pays arabes : la même rengaine, 40 ans plus tard](#)), le sujet doit interpeller toute démocratie. Comment lutter contre des traditions religieuses menaçant la démocratie et dont la démographie est la première arme ? Nul ne doute que ces questions ne sont pas assez posées en Europe.

Misha Uzan

<http://www.mishauzan.com>

[1] Sur les questions sémantiques nous renvoyons à notre article académique publié dans le n°7 de la revue *Controverses* de Shmuel Trigano, en février 2008, vous pouvez le consulter sur mon blog à cette adresse : [Israël et les intellectuels français, de 1967 à 1982](#). Voir également mon mémoire de fin de second cycle, Misha Uzan, *Images d'Israël et compréhension du conflit israélo-arabe par les intellectuels français, 1967-1982*, Paris : IEP, 2007

[2] Sur ces termes scientifiques, plus objectifs que ceux utilisés traditionnellement par presque tout le monde, voir l'article cité plus haut

[3] J'explique le terme d'a-sionisme dans l'article cité plus haut, un a-sioniste n'est ni sioniste, ni franchement antisioniste

[4] Par ce terme, il ne s'agit pas de pointer du doigt la population d'origine arabe, qui, même si elle est majoritairement hostile à l'Etat, n'est pas

monolithique. Le terme 'arabiste' désigne justement ceux qui se rallient au nationalisme expansionniste arabe (qui comprend diverses variantes : palestiniste, nassériste au temps de Nasser, Baassiste, etc). Pour comprendre un peu mieux ces idéologies, on peut se référer à mes articles ou, par exemple, à l'ouvrage Fereydoun Hoveyda, *Que veulent les Arabes ?*, Paris : Editions Page après Page, 2004
